

LES TABLES RONDES DE LA PRÉSIDENTIELLE (3/5) : ALAIN BOQUET (PC) ET VALÉRIE LÉTARD (UDF)

Comment mieux former les Français ?

Permettre à l'école et l'université de mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi, améliorer la formation tout au long de la vie active : autour de ces enjeux capitaux pour les entreprises, « Les Echos » ont invité deux élus du Nord - Pas-de-Calais, l'UDF Valérie Létard et le communiste Alain Bocquet, à confronter leurs propositions aux points de vue de trois acteurs socio-économiques de leur région très concernés par ces questions.

À VALENCIENNES,
UN DÉBAT ANIMÉ PAR
OLIVIER DUCUING ET DÉREK PERROTTE

Le taux de chômage des moins de 25 ans est très élevé en France. L'école et l'université sont-elles devenues incapables de former des jeunes adaptés aux besoins des entreprises ?

RÉGIS PETTIER. Les grandes écoles et les formations universitaires généralistes répondent bien à nos besoins en managers. En revanche, concernant les profils de techniciens et d'experts, il y a trop peu de formations, et elles accusent souvent du retard par rapport à l'évolution des métiers. Le taux d'employabilité de beaucoup de jeunes n'est pas assez élevé, ce qui explique la très forte progression en vingt ans des budgets de formation des entreprises, qui dépassent largement les minima légaux. C'est le signe que nous devons combler des manques.

DIDIER LEROY. Il ne faut pas noircir le tableau. L'université rencontre des difficultés, mais d'excellents étudiants en sortent et nous sommes satisfaits de ceux que nous recrutons. Attende de jeunes diplômés qu'ils soient immédiatement employables est excessif. On demande qu'ils aient acquis des méthodes et un savoir-être leur permettant de s'adapter à l'entreprise, au travail en équipe et de continuer à apprendre.

VALÉRIE LÉTARD. L'employabilité est une question centrale, et des progrès ont été réalisés avec, par exemple, le développement des licences professionnelles et de l'apprentissage. Il faut continuer à favoriser l'acquisition de compétences plus directement applicables dans l'entreprise.

MARIE-PIERRE MAIRESE. Le monde universitaire a pris conscience qu'une relation plus étroite avec le monde du travail est indispensable. D'ailleurs, les étudiants, soucieux de trouver un emploi, sont très demandeurs. Aujourd'hui, plus de 90 % de nos formations sont professionnelles, et nous sommes en relation étroite avec les entreprises pour donner des cours, définir le contenu des formations, développer les stages. Cela aide les étudiants à lier théorie et pratique, à mûrir leur projet et à préparer leur entrée dans la vie active.

ALAIN BOQUET. Attention toutefois : trop rapprocher les formations des besoins immédiats des entreprises, c'est une vue courte.



Alain Bocquet est député communiste du Nord.



Valérie Létard est sénatrice UDF du Nord.

par hasard. C'est aussi à nous de faire connaître nos métiers, mais l'école doit jouer le jeu.

D. L. Le monde de l'éducation commence à entrouvrir ses portes, quoique les réticences restent fortes. Nous sommes très demandeurs. L'an passé, nous avons reçu des élèves de 63 collèges et lycées de la région. Il faut casser les clichés, montrer ce qu'il est vraiment une entreprise, un site industriel. Il faut multiplier de telles initiatives.

VALÉRIE LÉTARD. Beaucoup parlent d'instaurer la sélection à l'université, mais c'est une impasse.

On ne peut pas vouloir amener un maximum de jeunes au bac puis leur fermer les portes de l'université ! La clef, c'est l'orientation : si on l'optimise, la question de la sélection ne se posera plus.

ALAIN BOQUET. Instaurer la sélection serait un choix politique grave et inacceptable. La société est là pour tirer chacun vers le haut, pas pour en laisser sur le carreau. Mais, dans notre réflexion, il ne faut pas séparer l'université du primaire et du secondaire. C'est un tout, une continuité.

D. L. La cohérence de l'ensemble est un point clef. L'école ne sait plus créer de motivation pour la vie en entreprise tant elle en est déconnectée. Mais si tous les enfants veulent devenir footballeur ou faire la « Star Academy », il y a peu d'élus et on va plus y aller loin... Nous devons tous, à tous les niveaux, les informer et les aider à s'orienter sans fermer d'emblée trop de portes. Beaucoup de conseillers ont tendance à leur dire de se diriger vers les services ou l'administration pour espérer trouver un emploi et, après, on se rend compte qu'on manque de chercheurs et d'ingénieurs ! Il faut mieux étudier le potentiel de chaque jeune.

M.-P. M. Si on veut que l'on développe l'accompagnement à la réussite des étudiants, il faut nous en donner les moyens !

Les universités en manquent cruellement. Avec plus de fonds, on pourrait développer le tutorat et multiplier les actions de découverte des meilleurs professionnels et on pourrait muscler notre service de stages pour aider les étudiants à trouver des expériences en lien direct avec leur cursus. Les universités sont prêtes à rendre des comptes sur l'utilisation de cet argent. On pourrait aussi aider les jeunes à trouver des emplois à temps partiel en lien avec leur projet plutôt que de les voir livrer des pizzas la nuit et arriver épuisés en cours.

ALAIN BOQUET. L'université et l'école sont victimes des choix financiers drastiques du gouvernement. Le Nord - Pas-de-Calais, c'est 4.000 suppressions de postes dans le

secondaire depuis cinq ans, c'est dramatique ! Il faut réinvestir massivement dans l'enseignement. Je préfère augmenter le nombre d'instituteurs que celui de policiers ou d'éducateurs qu'on met ensuite dans les quartiers pour tenter de rattraper les dégâts. On place les gens en situation d'échec scolaire et, après, on demande aux entreprises de les réinsérer. Bon courage !

VALÉRIE LÉTARD. L'UDF propose que, pendant cinq ans au moins, on arrête les réductions de personnels dans le primaire et le secondaire. Il faut réfléchir avec le monde enseignant à une rationalisation des moyens, mais en aucun cas les réduire à nouveau. Concernant l'université, la France dépense 6.800 euros par étudiant. C'est moins moins que la moyenne des pays de l'OCDE ! Nous voulons doubler cette enveloppe en dix ans.

La France s'est dotée ces dernières années de nombreux outils, comme le droit individuel à la formation (DIF), afin de renforcer les dispositifs de formation professionnelle. Ceux-ci sont-ils désormais satisfaisants ?

VALÉRIE LÉTARD. Le DIF ne rencontre pas le succès escompté, mais mal ne l'entrerons pas trop vite, car c'est un bon outil. Le problème est que les PME, faute de temps et de moyens de ressources humaines assez conséquents, peinent et tardent à le développer.

D. L. Chez nous, les gens jouent le jeu. On a signé un accord début 2006. Sur 3.950 salariés, 865 ont déjà fait valoir ce droit. C'est une démarche gagnant-gagnant, l'essentiel est de faire le faire comprendre.

R. P. Le DIF est un signal fort, qui doit faire réaliser à chacun que se former tout au long de la vie est devenue une nécessité, ce qui est encore loin d'être ancré dans les esprits. Les salariés sont les premiers concernés et doivent aussi fournir des efforts, notamment en acceptant de se former en partie en dehors du temps de travail. La formation professionnelle est devenue indispensable car le monde de l'entreprise évolue très vite et demande une grande réactivité. Cette réactivité manque encore à l'université et aux organismes de formation, et cela nous complique la tâche.

ALAIN BOQUET. C'est un vrai problème. GSK, second groupe pharmaceutique mondial, va s'implanter dans ma ville, Saint-Amand, et y créer d'ici à trois ans 620 em-

plois. Ils ont besoin de frigoristes et de fillosateurs avec des compétences très précises, propres à l'industrie pharmaceutique. Problème, on n'en forme pas en France, et, pour mettre en place une formation, il faut au moins trois ans, me répondent l'Etat, les centres de formation, tout le monde... Résultat, GSK va devoir monter ses propres formations en faisant venir ses experts de Belgique. Ils viennent créer de l'emploi, et on est incapable de répondre à leurs besoins parce qu'il y a une multitude de chapelles cohabitent sans réactivité !

VALÉRIE LÉTARD. De même, Alstom a installé sa plate-forme mondiale d'ingénierie en Inde parce que le système de formation indien lui offre une réactivité qu'il ne trouve pas en France. Mais comment voulez-vous avoir un dispositif de formation professionnelle clair, lisible et réactif alors qu'il est générée à la fois par la région, plus de 300 branches professionnelles et 99 organismes collectifs des fonds (Opeca) ! Les régions, par exemple, ont des systèmes de commande publique annuelle qui globalisent toute la politique de formation et tous les fonds pour un an. Dans ces conditions, quelle souffrance espérer ? On est resté sur un modèle vieux de trente ans, quand on avait des métiers stables et le temps de voir venir. Il faut confier aux partenaires sociaux la mission de simplifier l'ensemble.

D. L. L'éducation nationale nous demande de lister nos besoins de recrutement en diplômés pour les trois à cinq prochaines années, mais on ne sait pas répondre, cela change trop vite ! Il faudrait travailler en liaison permanente plutôt qu'avoir un contact administratif tous les six mois.

M.-P. M. On est ici dans le cadre très strict de formations diplômantes, qui nécessitent des procédures un peu longues de mise en place. Mais il existe également toute une gamme de formations « qualifiantes » à développer. La France est en retard dans ce type de formations, qui permet pourtant d'être plus réactif et de répondre à des besoins précis. Les universités doivent aussi accepter d'être plus flexibles. Quand elles s'y accrochent souvent et refusent de les voir disparaître, même si elles sont obsolètes, alors que les moyens pourraient être réaffectés à de nouvelles formations en phase avec l'évolution des métiers.

ALAIN BOQUET. Il faut évoluer vers un système de sécurisation des parcours dont l'université sera le pivot. L'idée est simple : sivous êtes licencié, la puissance publique et le monde économique vous soutiennent

Deux politiques...

Alain Bocquet, soixante ans, est député PC du Nord et président du groupe des Député-e-s communistes et républicains de l'Assemblée nationale. Il est maire de Saint-Amand-les-Eaux (17.170 habitants), dans le Nord - Pas-de-Calais.

Valérie Létard, quarante-quatre ans, est sénatrice UDF du Nord. Vice-présidente de la commission des Affaires sociales et vice-présidente du groupe Union centriste-UDF du Sénat, elle est aussi conseillère régionale du Nord - Pas-de-Calais.

... face à trois acteurs de la société civile

Marie-Pierre Mairesse, quarante-neuf ans, est présidente de l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis depuis octobre 2005. Elle est professeur en sciences de gestion et a notamment enseigné à l'IAE de Valenciennes.

Régis Pettier, cinquante-huit ans, est directeur général délégué de Rabot Dutilleul Construction (540 salariés), un groupe patrimonial de BTP, implanté à Wasquehal (Nord) mais aussi en Belgique, en Pologne, en République tchèque et au Moyen-Orient. Le groupe a réalisé en 2005 un chiffre d'affaires de 309 millions d'euros.

Didier Leroy, quarante-neuf ans, est président de Toyota Motor Manufacturing France, dont l'usine, implantée à Valenciennes, compte 3.950 salariés.

financièrement et vous accompagnent, mais vous devez accepter de vous former à un autre métier. Ce système préconisé par Marie-George Buffet est une voie à explorer pour éradiquer le chômage. Le pire, c'est les licenciements avec une enveloppe. On se retrouve avec des gens qui ne vont ni au travail ni en formation et déclinent inexorablement. On détruit des personnes de grande valeur comme cela.

R. P. Il y a une réflexion à mener sur les similitudes entre métiers. Des compétences acquises dans un secteur en déclin peuvent être utiles et adaptables dans un autre secteur, on a trop tendance à l'oublier.

VALÉRIE LÉTARD. Aujourd'hui, plus on est qualifié, plus on a accès à la formation. Il faut absolument donner un meilleur accès à la formation aux personnes peu qualifiées, a fortiori aux demandeurs d'emploi. Les As-sedic ne prennent pas en charge tout le coût de la formation, notamment la garde des enfants ou les transports. Résultat, les chômeurs, faute de pouvoir financer le reste à charge, y renoncent. L'argent est pourtant là : l'Etat et les régions apportent 9 milliards d'euros par an et les entreprises 15 milliards d'euros, mais cet argent est très mal utilisé. Il faut rationaliser, mutualiser, décloisonner les fonds. Par exemple, les fonds pour l'insertion sociale des RMI sont gérés par les départements et ceux pour la formation professionnelle par les régions, alors que les deux domaines sont très liés. C'est en développant des systèmes plus clairs, ouverts et accessibles à tous qu'on évitera les ruptures dans les parcours professionnels.

R. P. Il y a une réflexion à mener sur les similitudes entre métiers. Des compétences acquises dans un secteur en déclin peuvent être utiles et adaptables dans un autre secteur, on a trop tendance à l'oublier.

VALÉRIE LÉTARD. Aujourd'hui, plus on est qualifié, plus on a accès à la formation. Il faut absolument donner un meilleur accès à la formation aux personnes peu qualifiées, a fortiori aux demandeurs d'emploi. Les As-sedic ne prennent pas en charge tout le coût de la formation, notamment la garde des enfants ou les transports. Résultat, les chômeurs, faute de pouvoir financer le reste à charge, y renoncent. L'argent est pourtant là : l'Etat et les régions apportent 9 milliards d'euros par an et les entreprises 15 milliards d'euros, mais cet argent est très mal utilisé. Il faut rationaliser, mutualiser, décloisonner les fonds. Par exemple, les fonds pour l'insertion sociale des RMI sont gérés par les départements et ceux pour la formation professionnelle par les régions, alors que les deux domaines sont très liés. C'est en développant des systèmes plus clairs, ouverts et accessibles à tous qu'on évitera les ruptures dans les parcours professionnels.

Retrouvez notre dossier spécial élection présidentielle sur www.lesechos.fr/elections

Demain : La protection sociale, avec Pascal Terrasse (PS) et Laurent Wauquiez (UMP)